

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2023-2024

15 AVRIL 2024

Proposition de déclaration de révision de diverses dispositions de la Constitution relatives au Sénat

(Déposée par Mme Stephanie D'Hose et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

Les auteurs constatent que le Sénat actuel ne présente plus aucune plus-value et proposent de réformer le bicaméralisme en profondeur. Ils proposent de déclarer les dispositions de la Constitution relatives au Sénat ouvertes à révision.

I. ÉVOLUTION HISTORIQUE DU SÉNAT

Le Sénat de Belgique existe depuis 1831 et n'a cessé d'évoluer au fil du temps. À l'origine, les sénateurs étaient élus pour huit ans. Tous les quatre ans, l'assemblée était renouvelée pour moitié. Les conditions d'éligibilité étaient très strictes. En 1893, la condition censitaire est assouplie et une nouvelle catégorie de sénateurs voit le jour, les sénateurs provinciaux.

En 1921, la condition censitaire est levée et une nouvelle catégorie de sénateurs fait son apparition, avec les sénateurs cooptés. Le mandat de huit ans fait place à un mandat de quatre ans et dorénavant, l'assemblée sera renouvelée dans son intégralité et non plus pour moitié.

En 1993, le Sénat connaît une nouvelle réforme approfondie. De 184, le nombre de sénateurs est réduit à 71 et ceux-ci se répartissent en trois catégories: les sénateurs élus directement (élus dans de grands collèges électoraux), les sénateurs de communauté et les sénateurs cooptés. Les compétences du Sénat sont rabotées;

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2023-2024

15 APRIL 2024

Voorstel van verklaring tot herziening van diverse bepalingen van de Grondwet in verband met de Senaat

(Ingediend door mevrouw Stephanie D'Hose c.s.)

TOELICHTING

De indieners stellen vast dat de meerwaarde van de huidige Senaat niet langer aangetoond is en stellen voor het tweekamerstelsel grondig te hervormen. Zij stellen voor de bepalingen van de Grondwet betreffende de Senaat voor herziening vatbaar te verklaren.

I. HISTORISCHE EVOLUTIE VAN DE SENAAT

De Belgische Senaat bestaat sinds 1831 en heeft een hele historische evolutie doorlopen. Aanvankelijk werden senatoren gekozen voor acht jaar. Om de vier jaar werd de helft van het aantal senatoren vernieuwd. Er golden zeer strenge verkiesbaarheidsvoorwaarden. In 1893 werd de cijnsvereiste verlaagd. Daarnaast werd een nieuwe categorie van senatoren ingevoerd, namelijk de provinciale senatoren.

In 1921 werd de cijnsvereiste afgeschaft, en werd nog een nieuwe categorie senatoren ingevoerd, namelijk de gecoöpteerde senatoren. De achtjarige duur van het mandaat en de vernieuwingen van de helft van de senatoren werden afgeschaft en vervangen door een mandaat van vier jaar en enkel een algehele vernieuwing van de Senaat.

In 1993 volgt de volgende grondige hervorming van de Senaat. Het aantal senatoren wordt van 184 teruggebracht tot 71. Er kwamen drie categorieën: de rechtstreeks verkozen senatoren (in grote kiescolleges verkozen), de gemeenschapssenatoren en de gecoöpteerde senatoren. De bevoegdheden van de Senaat worden

celui-ci disposera désormais d'un droit d'évocation pour la majeure partie de la législation.

L'année 2014 marque une nouvelle étape dans le processus de réforme du Sénat. Les sénateurs ne sont plus que soixante, dont cinquante sénateurs d'entité fédérée et dix sénateurs cooptés. L'élection directe du Sénat disparaît. Les compétences sont une nouvelle fois rabotées, confinant le Sénat dans un rôle purement constitutionnel. L'exercice du droit d'évocation est limité à certaines législations institutionnelles.

II. RAISONS JUSTIFIANT LA SUPPRESSION DU SÉNAT

Les auteurs constatent que dans les faits, toutes les réformes de l'État menées depuis trente ans ont chaque fois privé le Sénat d'une partie de ses compétences. Lors de la quatrième réforme de l'État, on a fait le choix d'abandonner le bicaméralisme classique, en laissant à la Chambre des représentants le dernier mot sur la majeure partie de la législation. La composition hybride privilégiée à l'époque était en fait illogique, le Sénat étant composé aussi bien d'élus directs issus des grands collèges électoraux et de membres cooptés que de représentants des parlements des entités fédérées.

Lors de la sixième réforme de l'État, on a supprimé l'élection directe du Sénat, moment que l'on aurait pu mettre à profit pour faire un choix clair sur le futur de l'institution. Mais on a préféré maintenir l'assemblée afin de garantir l'implication des entités fédérées dans le processus de décision institutionnel, et garder un certain nombre de sénateurs cooptés qui exerceraient un mandat parlementaire indemnisé à mi-temps.

Alors qu'il était censé devenir un organe non permanent, ce Sénat réformé a quand même pu bénéficier d'une certaine marge pour développer une activité sur une base permanente, en établissant des rapports d'information et en votant des résolutions en vertu de sa compétence autonome.

Le rôle du Sénat dans le processus législatif n'a guère été concluant et s'est même avéré superflu. De nombreux États fédéraux partent du principe que les entités qui les composent doivent pouvoir participer au processus décisionnel fédéral, mais dans notre pays, cela n'est pas nécessaire en raison du principe de la répartition exclusive des compétences. Il n'est pas logique que des élus régionaux se prononcent sur des thèmes exclusivement

ingeperkt; hij beschikt voortaan over een evocatierecht ten aanzien van de meeste wetgeving.

In 2014 vindt een volgende ingrijpende hervorming van de Senaat plaats. Er blijven nog zestig senatoren over: vijftig deelstaatsenatoren en tien gecoöpteerde senatoren. De rechtstreekse verkiezing voor de Senaat verdwijnt. De bevoegdheden van de Senaat worden verder ingeperkt tot een louter grondwettelijke rol. Het evocatierecht strekt zich nog enkel uit ten aanzien van bepaalde institutionele wetgeving.

II. REDENEN VOOR DE AFSCHAFFING VAN DE SENAAT

De indieners constateren dat de afgelopen dertig jaar eigenlijk reeds het inkrimpen van de taken van de Senaat werd ingezet via de opeenvolgende staatshervormingen. Bij de vierde Staatshervorming werd uitdrukkelijk een keuze gemaakt om af te stappen van het klassieke bicameralisme, gezien de Kamer van volksvertegenwoordigers finaal het laatste woord zou krijgen over de meeste wetgeving. Er werd voor een hybride en eigenlijk onlogische samenstelling gekozen, gezien in de Senaat zowel rechtstreeks verkozenen zouden zetelen vanuit grote kiescolleges, naast gecoöpteerden en vertegenwoordigers van de deelstaatparlementen.

Bij de zesde Staatshervorming werd de rechtstreekse verkiezing van de Senaat afgeschaft, wat ook een opportuniteit had kunnen zijn om op dat ogenblik een duidelijke keuze te maken over de instelling. Evenwel werd toch de assemblee behouden om de deelstaten betrokken te houden bij de institutionele besluitvorming, naast de aanwezigheid van een aantal gecoöpteerden, die enkel een halftijds vergoed parlementair mandaat zouden uitoefenen.

Ondanks de idee om van de Senaat een niet-permanent orgaan te maken, kreeg de hervormde Senaat toch nog mogelijkheden om een permanente werking te ontwikkelen via het opstellen van informatieverlagen, naast de autonome bevoegdheid om resoluties te stemmen.

De rol van de Senaat in het wetgevende proces is geen succes gebleken en eigenlijk overbodig. Hoewel veel federale landen van het principe uitgaan dat de deelgebieden moeten kunnen deelnemen aan de federale besluitvorming is dit in ons land niet nodig, gelet op het principe van de exclusieve bevoegdheidsverdeling. Het is niet logisch dat regionale verkozenen zich uitspreken over exclusief federale thema's zoals defensie,

fédéraux, comme la défense, la sécurité, la justice, etc. Cela crée de la confusion dans les rôles respectifs de chacun.

Force est aussi de constater qu'au vu des spécificités de notre système politique et de notre fédéralisme, l'existence d'une chambre législative distincte telle que le Sénat n'offre guère de plus-value. Elle n'a pas permis en effet d'améliorer la coordination ni la concertation entre les différents niveaux de pouvoir de ce pays, d'autant que c'est au sein du Comité de concertation notamment, un organe avec lequel le Sénat n'a aucun lien formel, que la concertation effective a lieu entre les niveaux de pouvoir.

Quant à considérer le Sénat comme le protecteur des minorités, on fera observer que ces mécanismes de protection existent déjà à la Chambre. Ainsi, les votes à la majorité spéciale ne sont valides que s'il existe aussi une majorité au sein de chaque groupe linguistique de la Chambre. Si l'intention était vraiment de protéger les minorités par le biais du Sénat, il aurait alors fallu supprimer les groupes linguistiques à la Chambre. Ce n'est pas le cas; au contraire, les groupes linguistiques présents à la Chambre disposent de moyens pour obtenir le respect de leurs droits (majorité spéciale, sonnette d'alarme, avis du Conseil d'État, etc.)

La rédaction de rapports d'information est l'une des principales nouvelles possibilités qui ont été offertes au Sénat pour démontrer sa plus-value. S'il est indéniable que les rapports d'information rédigés depuis 2014 ont une valeur intrinsèque propre et sont de haute qualité, force est néanmoins de constater qu'ils ont tous été établis à l'initiative du Sénat lui-même. Aucune instance, que ce soit la Chambre des représentants, le gouvernement ou un parlement d'entité fédérée, n'a demandé ou même envisagé de demander au Sénat de rédiger un rapport d'information.

L'incidence réelle de ces rapports d'information est par conséquent limitée. Hormis quelques recommandations isolées ayant permis d'amorcer une nouvelle politique, aucune autre institution politique n'a utilisé un rapport d'information du Sénat pour élaborer une nouvelle politique. Il faut donc malheureusement constater que depuis 2014, c'est surtout le Sénat qui s'est lui-même confié du travail, sans apporter de plus-value au système politique. Tout cela ne justifie donc en aucun cas le coût élevé et la lourde structure du Sénat tel qu'il existe actuellement.

Le rôle du Sénat en tant que chambre de réflexion est également relatif. Même sous le précédent Sénat,

veiligheid, justitie, enz. Dat leidt tot een vervaging van ieders rol.

Het is ook een vaststelling dat de specifieke kenmerken van het Belgische politieke systeem en het federalisme in ons land maken dat de meerwaarde van het bestaan van een afzonderlijke wetgevende kamer als de Senaat uiterst beperkt is. Het is immers niet zo dat de aanwezigheid van de Senaat heeft geleid tot een grotere coördinatie of overleg tussen de verschillende overheden in dit land. Het feitelijke overleg tussen de overheden vindt bovendien onder meer plaats via het Overlegcomité, een orgaan waarmee de Senaat geen enkele formele band heeft.

Voor zover de Senaat kan worden gezien als een bescherming van minderheden, dient te worden geconstateerd dat die beschermingsmechanismen reeds in de Kamer aanwezig zijn. Voor het vaststellen van de bijzondere meerderheden bestaan in de Kamer immers ook taalgroepen waar ook een meerderheid moet worden bereikt. Indien het werkelijk de bedoeling was via de Senaat de minderheden te beschermen, dan had men de taalgroepen in de Kamer moeten afschaffen. Dat is niet het geval; integendeel, de taalgroepen hebben mogelijkheden om hun rechten af te dwingen via de Kamer (bijzondere meerderheid, alarmbel, advies Raad van State, enz.).

Een van de voornaamste nieuwe mogelijkheden die aan de Senaat werd toegewezen om zijn meerwaarde aan te tonen, is het opstellen van een informatieverlag. Hoewel niet kan worden ontkend dat de informatieverlagen die sinds 2014 zijn opgemaakt op zich een eigen waarde hebben en van hoge kwaliteit zijn, kan worden vastgesteld dat al deze verslagen er zijn gekomen op initiatief van de Senaat zelf. Geen enkele instantie, zoals de Kamer, de regering of een deelstaatparlement, heeft een vraag gesteld, of zelfs maar overwogen, om de Senaat te verzoeken een informatieverlag op te maken.

De reële impact van deze informatieverlagen is dan ook beperkt. Behoudens een aantal geïsoleerde aanbevelingen die de basis hebben gevormd voor nieuw beleid, heeft geen andere politieke instelling een informatieverlag van de Senaat gehanteerd om een nieuw beleid te ontwikkelen. De spijtige vaststelling is dus dat Senaat zich dus sinds 2014 voornamelijk zelf werk heeft gegeven en geen meerwaarde is gebleken in het politieke systeem. Dit alles verantwoordt daarom geenszins de hoge kost en zware structuur van de Senaat zoals die momenteel bestaat.

De rol van reflectiekamer is eveneens relatief. Zelfs onder de vorige Senaat bleken veel initiatieven uitiem toch

de nombreuses initiatives ont fini par empiéter sur le domaine politique, comme les questions éthiques. Il n'y a pas besoin d'une assemblée parlementaire telle que le Sénat pour pouvoir travailler en toute sérénité, ce qui est censé conduire à de meilleurs résultats.

Le rôle modérateur du Sénat, qui garantit qu'un vote unique à la Chambre des représentants ne peut suffire pour modifier des lois fondamentales telles que la Constitution, peut également être incarné d'autres manières. Une des pistes pourrait être de rendre obligatoire, à la Chambre des représentants, en cas de modification de la Constitution ou d'une loi spéciale, la seconde lecture avec une période de répit après un premier vote. Cette procédure a été instaurée après la réduction du rôle législatif du Sénat, intervenue en 2014.

Même dans d'autres domaines où le Sénat a aujourd'hui une mission particulière, le rôle de l'assemblée a rarement été déterminant. Le traitement de conflits d'intérêts entre assemblées en est un parfait exemple. Concrètement, le Sénat ne constitue ici qu'une étape obligatoire dans l'instrument de blocage qu'est devenu le conflit d'intérêts, et il n'a jamais apporté de contribution fondamentale à leur résolution.

L'actuel droit de poser des questions écrites au gouvernement fédéral est même une aberration totale puisque le Sénat n'a pas le pouvoir de contrôler ce gouvernement. Il n'est pas logique que le fait de siéger au Sénat permette aux parlementaires des entités fédérées de poser des questions au niveau fédéral. Cette fonction de contrôle est remplie par la Chambre des représentants.

III. RÉFORMES POSSIBLES À LA SUITE DE LA SUPPRESSION DU SÉNAT SOUS SA FORME ACTUELLE

Les auteurs estiment qu'il serait peu judicieux d'examiner si le Sénat devrait à nouveau jouer pleinement son rôle bicaméral. Il ne faut pas créer de nouvelles missions pour le Sénat si cela n'est pas réellement nécessaire. Pour toutes ces raisons, les auteurs proposent un choix radical, celui de supprimer le Sénat sous sa forme actuelle. C'est aussi le choix le plus clair pour la population. Quant aux missions et fonctions actuelles du Sénat, de nouvelles options pourront être explorées dans le cadre de la procédure de révision de l'article 195 ou de la mise en place du mode de fixation de la majorité spéciale.

Par exemple, pour une législation institutionnelle, on pourrait adjoindre à la Chambre des représentants des parlementaires des entités fédérées, ou recueillir l'avis

in politique vaarwater te komen, zoals ethische thema's. Het werken in de luwte dat dus tot resultaten zou leiden, vereist op zich niet het bestaan van een parlementaire assemblee zoals de Senaat.

De matigende rol van de Senaat, die garandeert dat niet één enkele stemming in de Kamer zou moeten kunnen volstaan om fundamentele wetten te wijzigen, zoals de Grondwet, kan ook op andere manieren worden gerealiseerd. Zo zou de tweede lezing, die een rustperiode voorziet na een eerste stemming, ingevoerd in de Kamer na de inperking van de wetgevende rol van de Senaat in 2014, een verplichting kunnen worden in de Kamer bij het wijzigen van de Grondwet of bijzondere wetten.

Ook op andere terreinen waar de Senaat nu een bijzondere rol speelt, is de rol van de assemblee zelden doorslaggevend geweest. Typerend is de behandeling van belangenconflicten tussen assemblees. In de praktijk vormt de Senaat daarbij maar een verplichte tussenstap in het blokkeringsinstrument dat het belangenconflict is geworden en heeft de Senaat nooit fundamenteel tot een oplossing van die conflicten bijgedragen.

Het huidige schriftelijke vragenrecht ten aanzien van de federale regering is zelfs een aberratie te noemen, gezien de Senaat geen controlerende rol speelt ten aanzien van die regering. Het is niet logisch dat deelstaatsparlementsliden vragen opmaken voor het federale niveau vanuit hun functie in de Senaat. Die controlerende functie situeert zich in de Kamer.

III. MOGELIJKE HERVORMINGEN TEN GEVOLGE VAN DE AFSCHAFFING VAN DE SENAAT IN DE HUIDIGE VORM

De indieners menen dat het weinig zinvol zou zijn om te onderzoeken of de Senaat opnieuw ten volle haar bicamerale rol moet vervullen. Er moeten geen opdrachten worden gecreëerd als daar geen effectieve nood aan is. Om al deze redenen stellen de indieners een radicale keuze voor, namelijk de afschaffing van de Senaat in de huidige vorm. Dat is ook ten aanzien van de bevolking de helderste keuze. Wat betreft de huidige opdrachten en functies van de Senaat, kunnen nieuwe opties worden verkend in het kader van de herzieningsprocedure van artikel 195 of het bepalen van de wijze waarop de bijzondere meerderheid wordt vastgesteld.

Zo zou bij institutionele wetgeving de Kamer kunnen worden uitgebreid met vertegenwoordigers van de deelstaatsparlementen, of via een voorafgaand eensluidend

conforme préalable d'une assemblée composée de parlementaires des entités fédérées. Une autre option consisterait à accorder un droit d'assentiment explicite ou implicite. L'on pourrait alors remplacer l'obligation de recueillir une majorité dans les deux groupes linguistiques de la Chambre par un système permettant aux parlements des entités fédérées de s'opposer à une proposition de réforme institutionnelle pendant un délai donné. Dans ce cas, la Chambre devrait réexaminer la proposition, étant entendu que l'exigence de la double majorité continuerait quand même à s'appliquer.

Pour régler les autres tâches actuellement dévolues au Sénat, l'on pourrait créer de nouveaux mécanismes constitutionnels. Ainsi, il devrait être possible de demander à différentes assemblées d'instituer conjointement des commissions. Actuellement, cette possibilité existe de manière limitée, notamment pour l'élaboration de décrets et d'ordonnances conjoints, ainsi que pour les parlements de Communauté, mais il devrait être plus facile de mettre en place de telles commissions de manière occasionnelle ou permanente pour pouvoir créer rapidement une structure adaptée à des besoins spécifiques de concertation. Ainsi, la consultation interparlementaire ne serait pas rendue impossible, mais émergerait de la base. L'infrastructure du Sénat pourrait être mise à profit pour ce faire. Le Parlement fédéral pourrait aussi faciliter une telle concertation en collaboration avec les parlements des entités fédérées.

Une commission d'enquête commune serait également envisageable. Une commission interparlementaire pourrait aussi reprendre le rôle du Sénat dans le traitement des conflits d'intérêts, pour autant que le Constituant juge opportun de maintenir cette fonction. Cette collaboration interparlementaire pourrait également être utilisée pour organiser les délégations internationales aux institutions parlementaires supranationales.

IV. CONSÉQUENCES PRATIQUES DE LA SUPPRESSION DU SÉNAT SOUS SA FORME ACTUELLE

Il est exclu que le personnel actuel du Sénat soit victime d'éventuels choix politiques relatifs à l'institution. À l'instar de ce qui s'est fait lors des précédentes réformes, il conviendra d'élaborer un plan de transition qui tiendra compte des départs naturels et des départs à la retraite, d'une part, et de possibilités maximales de mobilité vers d'autres assemblées et services publics, d'autre part. Il faudra de toute façon conserver une partie du personnel, notamment pour assurer l'entretien du bâtiment.

advies door een vergadering die is samengesteld uit deelstaatvertegenwoordigers. Een andere optie zou erin kunnen bestaan om een expliciet of impliciet instemmingsrecht te geven. De vereiste van een meerderheid in beide taalgroepen van de Kamer zou dan kunnen worden vervangen door een systeem waarbij de deelstaatparlementen zich binnen een bepaalde periode kunnen verzetten tegen een voorgenomen institutionele hervorming. In dat geval moet de Kamer het voorstel opnieuw heroverwegen, waarbij de vereiste van de dubbele meerderheid toch geldt.

Voor het regelen van de overige taken van de Senaat zou mits het creëren van een aantal nieuwe grondwettelijke mechanismen de huidige doelstelling nog steeds kunnen worden bereikt. Zo zou het mogelijk moeten zijn om diverse assemblees samen commissies te laten oprichten. Vandaag bestaat die mogelijkheid beperkt, namelijk voor het opmaken van gezamenlijke decreten en ordonnanties en voor de gemeenschapsparlementen, maar het moet makkelijker worden om *ad hoc* of permanent dergelijke commissies op te richten zodat voor specifieke noden inzake overleg snel een structuur kan worden opgezet. Interparlementair overleg wordt dus niet onmogelijk gemaakt, maar zal van onderuit ontstaan. De infrastructuur van de Senaat kan hiervoor ter beschikking worden gesteld; vanuit het Federaal Parlement zou dat overleg ook kunnen worden gefaciliteerd in samenwerking met de deelstaatparlementen.

Ook een gemeenschappelijke onderzoekscommissie zou mogelijk moeten zijn. Een interparlementaire commissie zou ook de rol van de Senaat kunnen overnemen voor de behandeling van de belangenconflicten, voor zover de grondwetgever het aangewezen acht die functie te behouden. Die interparlementaire samenwerking kan ook dienen om de internationale afvaardiging te regelen naar supranationale parlementaire instellingen.

IV. PRAKTISCHE GEVOLGEN VAN DE AFSCHAFFING VAN DE SENAAT IN DE HUIDIGE VORM

Het huidige personeel van de Senaat mag geen slachtoffer zijn van mogelijke politieke keuzes die over de instelling worden gemaakt. Net zoals bij de eerdere hervormingen dient een transitieplan te worden uitgewerkt dat rekening houdt met natuurlijke afvloeiingen en pensioneringen enerzijds en maximale mogelijkheden tot mobiliteit naar andere assemblees en overheidsdiensten anderzijds. Hoe dan ook zal een deel van het personeel moeten overblijven om bijvoorbeeld in het onderhoud van het gebouw te voorzien.

L'option la plus logique consiste à intégrer à terme le bâtiment et le personnel au sein d'un unique service du Parlement fédéral. Le Palais de la Nation serait alors intégralement géré par ce service. Une fois que la décision de principe de supprimer le Sénat sous sa forme actuelle sera prise, un groupe de travail mixte de la Chambre et du Sénat pourra être chargé de régler les aspects pratiques, dans les formes constitutionnelles requises. La Chambre sera alors également désignée comme ayant droit du Sénat.

C'est la Chambre qui devra se pencher sur l'affectation précise du bâtiment, mais il faudra sans conteste préserver le caractère historique des principales salles de réunion. L'hémicycle du Sénat pourra accueillir des événements politiques et protocolaires à désigner, comme la concertation interparlementaire susmentionnée. Les salles de commission pourront être occupées par la Chambre qui est déjà parfois confrontée à un sérieux manque de salles de réunion adaptées.

L'infrastructure du Sénat pourra également servir pour les nouvelles fonctions assignées à la Chambre, telles les formes de démocratie délibérative. Le Sénat pourra ainsi devenir un lieu où des commissions mixtes et des panels citoyens se pencheront sur des sujets de société importants, à la demande de la Chambre, mais éventuellement aussi à la demande d'autres institutions. Le Parlement fédéral sera ainsi doté d'un espace pouvant servir de laboratoire de participation citoyenne.

L'infrastructure du Sénat pourra également être mise à la disposition d'autres groupes ou comités, chargés de donner des avis aux instances politiques. Un exemple récent est celui du Groupe de sages qui conseille le gouvernement à propos des conséquences du rapport final du CegeSoma sur le rôle de la SNCB dans les convois ferroviaires et les déportations de Juifs, Roms et Sinti, de prisonniers politiques et de travailleurs forcés pendant la Seconde Guerre mondiale.

La possibilité de mettre les bureaux du Sénat à la disposition d'institutions à dotation de la Chambre pourrait par ailleurs être examinée. Le bâtiment pourrait donc continuer à abriter des activités parlementaires, mais aussi être plus largement ouvert au public dans un souci de modernité, par exemple pour l'organisation d'expositions, éventuellement pour héberger un centre public permanent sur la démocratie, etc.

Enfin, les partis politiques doivent tenir compte du fait que, dans ce scénario, toutes les formes de financement impropre des partis qui transitent encore par le Sénat

De meeste logische keuze is dat op termijn het gebouw en het personeel worden geïntegreerd in één dienst van het Federaal Parlement. Het Paleis der Natie zou dan integraal onder het beheer van die dienst komen. Een gemengde werkgroep van Kamer en Senaat zou zich, na de principiële beslissing tot afschaffing van de Senaat in de huidige vorm via de grondwettelijke vormen, kunnen bekommeren met de praktische afwikkeling. De Kamer wordt dan eveneens als rechtsopvolger van de Senaat aangewezen.

Over de eigenlijke invulling van het gebouw zal de Kamer zich moeten buigen, maar ontegensprekelijk dient het historisch karakter van de voornaamste vergaderzalen behouden te blijven. De vergaderzaal van de Senaat kan worden gebruikt voor politieke en ceremoniële aangelegenheden die worden aangewezen, zoals het eerder genoemde interparlementaire overleg. De commissiezalen kunnen worden ingezet voor de Kamer, die soms nu reeds met een acuut gebrek aan aangepaste vergaderzalen zit.

De infrastructuur van de Senaat kan ook worden ingezet voor nieuwe functies die worden toegewezen aan de Kamer, zoals de vormen van deliberatieve democratie. De Senaat kan op die manier een plaats worden waar gemengde commissies en burgerpanels, op vraag van de Kamer, maar eventueel ook op vraag van andere instellingen, zich buigen over belangrijke maatschappelijke thema's. In het Federaal Parlement ontstaat er zo ruimte voor een laboratorium voor burgerparticipatie.

Ook kan de infrastructuur van de Senaat ten dienste staan van andere groepen of comités die advies verlenen aan politieke instanties. Een recent voorbeeld is de Groep van Wijzen die de regering adviseert over de gevolgen van het eindverslag van CegeSoma over de rol van de NMBS bij de treintransporten en de deportatie van joden, Roma en Sinti, politiek gevangenen en verplicht tewerkgestelden tijdens de Tweede Wereldoorlog.

Ook kan onderzocht worden of dotatiegerechtigde instellingen van de Kamer gebruik kunnen maken van de kantoren van de Senaat. Het gebouw kan dus een parlementaire werking blijven huisvesten, maar kan dus ook ruimer worden ingezet in een moderne publiekswerking, bijvoorbeeld voor het organiseren van exposities, eventueel een permanent publiekscentrum over de democratie, enz.

Politieke partijen moeten tot slot rekening houden met het feit dat alle overblijvende vormen van oneigenlijke partijfinanciering die nu via de Senaat lopen, in dit

disparaîtront. Il s'agit, par exemple, du financement des groupes politiques et du personnel qui est affecté aux groupes politiques mais qui, en pratique, est parfois mobilisé à des fins politiques partisans. Il serait également souhaitable de fusionner la Caisse de retraite des sénateurs, qui est un organisme indépendant, avec celle de la Chambre pour lui permettre de continuer à remplir ses obligations.

V. CONTENU DE LA PROPOSITION

Les auteurs font observer qu'ils ont identifié les articles de la Constitution qui régissent le rôle, la composition et le fonctionnement du Sénat au sens strict. Si de nombreux autres articles font référence au système bicaméral, entre autres en renvoyant à la notion de «Chambres» qui, dans la pratique, désigne généralement le Parlement fédéral, le Roi et les Chambres peuvent, en vertu de l'article 198 de la Constitution, modifier la terminologie des dispositions de la Constitution non soumises à révision, pour les mettre en concordance avec la terminologie des nouvelles dispositions.

*
* *

scenario worden afgeschaft. Het gaat dan bijvoorbeeld om de fractiefinanciering en personeelsleden die aan de fracties worden toegekend, maar in de praktijk soms voor partijpolitieke doeleinden worden ingezet. Ook de pensioenkas van de Senaat, die een onafhankelijke instelling is, zou dan best met die van de Kamer fusioneren om haar verplichtingen te kunnen blijven voldoen.

V. INHOUD VAN HET VOORSTEL

De indieners merken op dat zij de artikelen van de Grondwet hebben geïdentificeerd die de rol, samenstelling en werking van de Senaat in strikte zin regelen. Nochtans zijn er ook veel andere artikelen die verwijzen naar het tweekamerstelsel, met name door de verwijzing naar het begrip «Kamers», waarbij in de praktijk meestal het Federaal Parlement wordt bedoeld. Overeenkomstig artikel 198 van de Grondwet kunnen de Koning en de Kamers evenwel de terminologie van de niet aan herziening onderworpen bepalingen van de Grondwet wijzigen om deze in overeenstemming te brengen met de terminologie van nieuwe bepalingen.

*
* *

PROPOSITION DE DÉCLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de:

- l'article 36 de la Constitution;
- l'article 43, § 2, de la Constitution;
- l'article 44 de la Constitution;
- l'article 56, alinéa 2, de la Constitution;
- la section II du chapitre I^{er} du titre III, de la Constitution;
- l'article 75 de la Constitution;
- l'article 77 de la Constitution;
- l'article 78 de la Constitution;
- l'article 82 de la Constitution;
- l'article 100, alinéa 2, deuxième phrase, de la Constitution;
- l'article 119, deuxième phrase, de la Constitution;
- l'article 143, § 2, de la Constitution;
- l'article 151, § 2, alinéa 2, deuxième phrase, de la Constitution;
- l'article 174 de la Constitution,
- du titre III de la Constitution, afin d'ajouter de nouvelles dispositions permettant la réforme du système bicaméral.

Le 6 mars 2024.

VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er redenen bestaan tot herziening van:

- artikel 36 van de Grondwet;
- artikel 43, § 2, van de Grondwet;
- artikel 44 van de Grondwet;
- artikel 56, tweede lid, van de Grondwet;
- afdeling II van hoofdstuk I van titel III van de Grondwet;
- artikel 75 van de Grondwet;
- artikel 77 van de Grondwet;
- artikel 78 van de Grondwet;
- artikel 82 van de Grondwet;
- artikel 100, tweede lid, tweede zin van de Grondwet;
- artikel 119, tweede zin van de Grondwet;
- artikel 143, § 2, van de Grondwet;
- artikel 151, § 2, tweede lid, tweede zin, van de Grondwet;
- artikel 174 van de Grondwet;
- van titel III van de Grondwet, om nieuwe bepalingen toe te voegen die een hervorming van het tweekamerstelsel mogelijk maken.

6 maart 2024.

Stephanie D'HOSE.
Rik DAEMS.
Steven COENEGRACHTS.
Willem-Frederik SCHILTZ.